



La colère du public risque de monter si les dirigeants du G20 ne trouvent pas de solution sur les impôts

Réaction de la responsable d'un syndicat mondial du secteur public sur les observations de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés ([ICRICT](#)).

[Trento, 2 juin 2015] « *Nos dirigeants risquent de faire monter d'un cran le mécontentement déjà vif du public s'ils ne parviennent pas à garantir que les personnes scandaleusement riches de nos sociétés paient leur juste part d'impôt* ».

C'est par ces mots que Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de [l'Internationale des services publics](#) (ISP) a commenté la [critique cinglante](#) formulée par la nouvelle commission de haut niveau à l'égard de l'actuelle réforme fiscale de l'OCDE.

Lors d'une réunion en marge du Festival d'économie de Trente, en Italie, en présence de Joseph Stiglitz, José Ocampo et Eva Joly, Rosa Pavanelli a annoncé que le public avait le droit d'être en colère :

« Les multinationales se moquent de nous quand elles empochent des milliards de bénéfices mais qu'elles déclarent que ce n'est pas un problème d'éviter de payer des impôts parce que c'est légal ».

D'après Mme Pavanelli, les constats de la Commission indépendante font clairement apparaître que les réponses techniques existent mais que la volonté politique manque encore. Elle souligne que la montée de l'inégalité favorise les politiques extrémistes et que nos dirigeants devront en assumer leur part de responsabilité s'ils se contentent cette année de mettre en place des réformes fiscales timides.

Elle a ajouté :

« Les responsables politiques n'échapperont pas à la colère du public s'ils continuent de réduire les services publics et les pensions au détriment des citoyens dans le besoin, tout en permettant aux personnes les plus aisées du monde d'éviter de payer leur juste part ».

Elle rappelle la série de scandales relatifs à la fiscalité des entreprises à travers le monde, qui impliquent de grandes sociétés bien connues telles que Google, Ikea et, plus récemment [McDonald's](#), et estime que la colère du public ne retombera pas tant qu'il n'y aura pas de réforme radicale.

Mme Pavanelli salue les observations de la Commission indépendante et affirme que les entreprises puissantes profitent du fait que les informations sur les pratiques fiscales abusives des sociétés sont cachées au grand public.

« Cette commission a ouvert le débat sur les impôts en apportant des réponses qui font passer le bien commun avant les intérêts des pays ou des entreprises ».

« En dépit des bonnes intentions des dirigeants du G20, les grandes figures publiques – y compris des économistes lauréats du prix Nobel – ne sont pas convaincues que la réforme de l'OCDE puisse résoudre les problèmes fondamentaux.

« Les multinationales agissent comme des entités individuelles et devraient être imposées comme telles. Les responsables politiques qui encouragent le mythe du principe d'entité distincte doivent être considérés comme complices de fraude fiscale », indique-t-elle.

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.